

La contestation des motocyclistes, prélude à un mouvement social d'envergure

LA SAAQ PREMIER PION DE CHAREST



Christian Bergeron, Porte-parole du CAPM

Depuis plus de six ans, le monde motocycliste est mobilisé face à la mise en place de la catégorisation des motos. Nous avons initialement été perçus comme un petit groupe qui refuse de payer sa juste part. Pourtant, dès le début, nous avons tiré la sonnette d'alarme, signifiant que ce geste du gouvernement Charest cache beaucoup plus qu'il n'y paraît.

Que veut Jean Charest?

Ce que le gouvernement Charest prépare réellement, c'est la fin de l'universalité des services, et pour certains, au profit d'intérêts privés. On parle ici de services que les Québécois ont choisi de mettre en place, et dûment payés, afin d'obtenir une société juste et équitable.

Quel rapport avec la SAAQ et les motocyclistes?

La SAAQ est le premier pion de Jean Charest. Un début de désinformation, afin de convaincre une partie de la population qu'elle paye injustement pour d'autres. Le

but est de faire accepter le concept utilisateur-payeur. Une fois le concept accepté « pour les autres », il pourra être utilisé à toutes les sauces, afin de transformer progressivement l'ensemble de la population du Québec en de dociles utilisateurs-payeurs.

Maintenant, on demande à la population de payer deux fois

Le principe de l'universalité, tel qu'il existe aujourd'hui, est d'offrir les services à tous, peu importe le statut social, le revenu, la situation géographique, etc. C'est l'équité dans l'accessibilité. Pour ce qui est des coûts, ils sont assumés par l'ensemble et répartis en fonction de la capacité de payer de chacun, c'est-à-dire l'impôt. Il s'agit de l'équité du coût.

Aujourd'hui, on nous dit que pour des raisons d'équité, il est normal de faire payer ceux qui utilisent les services d'État. On oublie de mentionner qu'on paye déjà pour lesdits services.

Nous sommes les plus taxés en Amérique du Nord, et là on nous demande de payer une deuxième fois. Monsieur Charest, où est donc passé tout l'argent qu'on vous a déjà donné?

Encore un comité d'experts bidon

Dans le cas de la SAAQ, les experts assignés par la ministre des Transports et qui ont favorisé la catégorisation, ne connaissent rien au monde de la moto et encore moins à l'accidentologie. Il s'agissait de comptables et d'actuaux, dont l'expertise est de déterminer à quel prix il

faut facturer pour faire plus d'argent.

Dans le cas des augmentations et mises en place de nouveaux frais, sur l'ensemble des services offerts à la population, on retrouve le même manège, mais autour du ministre des Finances cette fois-ci. C'est-à-dire un comité d'experts, formé d'économistes, qui nous parle de combien on doit payer pour couvrir les frais actuels. Mais on n'y retrouve aucun expert en gestion, afin de questionner la justesse des coûts actuels et proposer des façons de gérer à moindre coût.

Motocyclistes engagés

Le monde motocycliste ayant refusé « d'avaler la pilule », le concept utilisateur-payeur ne s'est pas vraiment implanté dans l'esprit collectif, comme voulu. Face à la résistance des motocyclistes, le gouvernement Charest n'a pas eu le choix et a dû passer à la suite avant que la désinformation ait pris racine. Les efforts des motocyclistes ont aidé à sensibiliser la population, qui est maintenant plus critique face à la désinformation.

Invitation à la population

Les motocyclistes représentent la première vague de contre-attaque. Nos actions de contestation, en 2010, auront un rôle plus important que jamais pour l'ensemble de la société québécoise.

Nous invitons donc la population à afficher son soutien aux motocyclistes, afin de dire « NON » à Jean Charest, qui est en train de vendre les meubles et se prépare à laisser la population du Québec sur le trottoir. ■